

BULLETIN TRIMESTRIEL DU FONDS MONDIAL – NOVEMBRE 2019

La 42^e réunion du conseil d'administration du Fonds mondial a eu lieu les 14 et 15 novembre ; plusieurs points abordés pendant cette réunion concernaient les travailleurSEs du sexe.

La Déclaration des membres des communautés a exprimé sa « profonde déception » face à l'absence des populations clés et criminalisées de la Déclaration pour la couverture sanitaire universelle qui avait été prononcée lors de la réunion de haut niveau de septembre cette année. Elle a rappelé l'importance de [donner la priorité aux populations clés](#) et, le Fonds mondial ayant apporté publiquement son soutien à la Déclaration pour la CSU, lui a demandé d'assurer un rôle de leader et de garantir que les États rendent des comptes.

Dans la Déclaration des membres des communautés figuraient les points suivants, en lien avec le développement de la stratégie du Fonds mondial :

- C'est le conseil d'administration qui devrait avoir la charge du processus et non le secrétariat
- Les membres de la délégation des communautés doivent siéger au comité de la stratégie responsable du processus. Le secrétariat n'a pas annoncé clairement qui a la charge du processus
- Il faut que le forum des partenariats ait lieu à un moment opportun de façon qu'il influence et oriente les discussions sur la stratégie.

La Déclaration des membres des communautés s'est exprimée en faveur d'une augmentation des dépenses de fonctionnement du secrétariat, mais avec une certaine flexibilité de façon que le département des communautés, des droits et du genre puisse soutenir les forums des partenariats et le développement de la stratégie. Ce sont des questions qui sont particulièrement importantes pour les travailleurSEs du sexe et d'autres communautés parce qu'il s'agit de garantir que nos revendications sont entendues dans les discussions pertinentes et que le département des communautés, des droits et du genre est financé de manière appropriée.

La Déclaration des membres des communautés s'est exprimée sur wambo.org (la plateforme en ligne du Fonds mondial pour l'approvisionnement) pour l'accès des pays ayant fait leur transition et des ONG au mécanisme d'approvisionnement mais s'est aussi interrogée quant à son efficacité, les pays pouvant en effet se procurer des médicaments à bon marché directement auprès des fabricants.

Évolution de l'Instance de coordination nationale : la délégation des communautés a exprimé sa déception, les résultats n'ayant malheureusement pas été l'opportunité de tirer les leçons des instances de coordination nationale qui fonctionnent bien, y compris pour les communautés.

Le rapport des progrès du Bureau de l'Inspecteur général : la Déclaration des membres des communautés a demandé que soient mis en place des mécanismes pour l'amélioration de la mise en œuvre des subventions qui ne compromettent pas l'attribution des subventions multipays, des subventions nécessaires pour prendre contact avec les communautés (en particulier celles qui sont marginalisées par la criminalisation et les préjugés).

La délégation a aussi exprimé ses doutes quant à la déclaration du Fonds mondial sur la pérennité et la transition : « la capacité du Fonds mondial à influencer ces questions restera intrinsèquement limitée », faisant référence à la volonté et aux décisions politiques. Il a été clairement énoncé que l'influence du Fonds mondial ne peut se faire qu'en renforçant le système communautaire et en investissant dans le plaidoyer des communautés.

Parmi les décisions du conseil d'administration qui concernent particulièrement les travailleurSEs du sexe, il y a la décision d'allouer 12,11 milliards USD pour les subventions, 600 millions devant être rajoutés avant que les montants alloués aux pays ne soient déterminés. Il est primordial que les travailleurSEs du sexe commencent à se mobiliser dès maintenant, qu'elles commencent à prendre part au dialogue au niveau des pays, à préparer les contributions pour l'équipe de rédaction des demandes de financement, à mettre en place des partenariats et à prendre contact avec les représentants des instances de coordination nationale pour les pays éligibles pendant la période 1 et 2.

Une autre décision importante du conseil d'administration concerne le processus de sélection des membres du comité de la stratégie pour le développement du plan stratégique. Les revendications des communautés ont été entendues et le processus de sélection modifié : il est très probable que les communautés pourront siéger au comité pendant les périodes de développement.

Dans son discours, Peter Piot, a énoncé 10 points permettant de préparer le terrain pour les discussions sur la nouvelle stratégie :

- Il est nécessaire de penser aux financements à long terme et de ne pas se limiter simplement aux cycles de reconstitution des ressources tous les 3 ans
- Le Fonds mondial doit conserver sa capacité à ne pas se laisser détourner de sa mission première parce que c'est ce qui garantit son succès.
- Les partenariats sont essentiels. Le Plan d'action mondial doit fonctionner pour celles et ceux qui sont sur le terrain.
- Inventer un « test d'effort » pour vérifier que les programmes promeuvent la couverture sanitaire universelle
- Être plus clair sur ce qu'implique le concept de durabilité.
- La transition devrait prendre en compte davantage de facteurs que le RNB et le PIB, en se servant par exemple d'un cadre de durabilité
- Il faut porter une attention toute particulière à ceux et celles qui sont excluEs – les objectifs de la CSU doivent être atteints
- Il est impératif que les interventions reposent sur des données probantes et que les services soient de qualité
- Le Fonds mondial devrait se rallier aux idées innovantes plus rapidement
- Augmenter les investissements dans la collecte efficace des données

Dans le contexte de l'évolution des instances de coordination nationale, la question de l'incapacité à mettre en œuvre les critères de sélection et les politiques existants des instances de coordination nationale a été soulevée à maintes reprises. La réponse du secrétariat a été « et comment peut-on y remédier ? », une réponse plutôt déconcertante. NSWP continuera à se tenir au courant auprès du Fonds mondial sur ce sujet.

De nombreuses discussions ont eu lieu concernant la couverture sanitaire universelle, notamment dans le rapport du directeur exécutif ; les travailleuSEs du sexe doivent bien sûr être informées de ces discussions. Il est important de comprendre ce qu'est la CSU, ce qu'elle implique, de quelle manière votre pays va la mettre en œuvre et de quelle manière vous pouvez y participer.

Enfin, de nombreuses discussions ont aussi eu lieu concernant le renforcement du système communautaire et un processus de suivi piloté par la communauté. Il est peut-être temps de faire pression pour que ces deux aspects soient inclus dans les demandes de financement des pays.